

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

SOCIÉTÉ DENTAIRE
 25, rue de Lille
 (Tél. 61.80)
 SEULE ORGANISATION UNIQUE COMME LA SOCIÉTÉ DENTAIRE peut vous offrir à des prix très réduits, toutes les dentures complètes de l'Art Dentaire.
 Remerciements gratuits.
 Ouvert tous les jours de 9 à 20 heures

REDACTION
 10, rue de la République
 T. 62.11
ABONNEMENTS — 25, rue de la République
 T. 62.11
PARIS — 25, boulevard Poissonnière, Tél. Provençe 71.84
BOURBON — 108, rue de la Station, Tél. 8.84
ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Robens
 Alfred Robens
 Madame Alfred Robens

LE CONSEIL DES MINISTRES s'est occupé des problèmes qui feront l'objet des débats de la session de la Société des Nations



Paris, 7 mai. — Les ministres se sont réunis samedi matin à 11 heures, à l'Élysée, sous la présidence de M. Albert Lebrun.
 Le Conseil, qui a duré jusque 12 h. 45, a été entièrement consacré à l'exposé de M. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, qui a entretenu le gouvernement des diverses questions qui feront l'objet des débats qui vont s'ouvrir lundi à Genève.
 M. Guy La Chambre, ministre de l'Air, a soumis à la signature du président de la République un décret nommant inspecteur général de la défense aérienne, le général de division Aube, et chef d'état-major de l'ar-

Le Conseil de la Société des Nations se réunira lundi

On s'attend à ce que les États membres soient rendus libres de reconnaître la conquête de l'Éthiopie par l'Italie

Genève, 7 mai. — L'ordre du jour de la centième session du Conseil de la S.D.N., qui s'ouvrira lundi, englobera toutes les grandes questions qui se posent actuellement dans le monde. Les représentants des quatorze puissances membres du Conseil auront à évoquer le conflit sino-japonais, le problème de la réforme du pacte, la neutralité de la Suisse et, surtout, la guerre civile espagnole et la reconnaissance de l'empire italien.
 La demande du gouvernement britannique tendant à l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de l'examen des « conséquences de la situation actuelle en Éthiopie » est la suite de la conclusion de l'accord anglo-italien.
 Il est probable que le Conseil, soit par des déclarations de chacun de ses membres, soit par le vote d'une recom-



M. MUNTERS

MORT DE M. GOGA ancien président du Conseil roumain



M. GOGA

Bucarest, 7 mai. — L'ancien président du Conseil, Octavian Goga, qui avait été frappé, voici deux jours, d'une congestion cérébrale, est décédé samedi.

mandation à la simple majorité — car une résolution réunirait difficilement l'unanimité requise — prendra acte de la situation actuelle en Éthiopie et, du fait que de nombreux membres de la S.D.N. ont déjà reconnu de facto l'empire italien, il déclarera qu'il considère que, désormais, les membres de la société sont libres de reconnaître de facto et de jure la souveraineté italienne sur l'Éthiopie.
 La décision du Négus d'envoyer des représentants au Conseil posera la question préalable de savoir si ces délégués doivent être invités à siéger au Conseil. Il est possible qu'un des cinq membres du Conseil ayant déjà reconnu l'empire italien : Pologne, Roumanie, Lettonie, Belgique, Équateur, s'oppose à ce que le représentant du Négus soit invité à siéger au Conseil en contestant la validité de ses pouvoirs et en affirmant que l'Éthiopie a cessé d'exister en tant qu'État indépendant.
 Cette question sera tranchée au cours d'une des premières séances.
 L'appel du gouvernement espagnol, reprenant le problème de l'intervention étrangère en Espagne, venant après la conclusion de l'accord anglo-italien se présentera comme une protestation contre la politique suivie par le gouvernement britannique.
 M. Munters, ministre des Affaires étrangères de Lettonie, présidera le Conseil.

La situation politique et financière en Belgique

BRUXELLES, 7 MAI 1935.
 La situation financière a définitivement évolué, jusque sur le plan politique.

Aucun parti, au début de la crise actuelle, n'avait posé le problème sur ce terrain. Aujourd'hui, c'est au sein de la formule ministérielle, sur laquelle les socialistes ont misé et travaillé trop fort, qui est en cause, que la question de savoir s'il faut changer certaines formules ministérielles favorables aux grandes dépenses ou s'il faut chercher plus dans l'impôt que dans la restriction drastique de ces dépenses, le moyen de sortir du déficit.

C'est sur ce plan que le premier ministre posera la question devant le parlement, mardi.

Du côté catholique, rappelons que les résolutions du Bloc n'ont pas envisagé l'éventualité du départ du gouvernement. Elles ont laissé au ministre la responsabilité de les admettre et de les faire admettre par les socialistes. Quelles que soient les divergences actuelles du parti catholique, rien ne permet de dire que les ministres, ses sénateurs et ses députés reviendront en arrière et ne s'inclineront pas devant les décisions du Bloc, au lieu d'accepter une direction socialiste à laquelle l'opinion publique est actuellement opposée.

La droite ne cherche pas la chute du ministère; elle demande qu'il ne persiste pas dans les erreurs du passé. Si le gouvernement y persiste et si les socialistes répondent qu'il n'y a rien à transformer, c'est sur ces derniers que retomberont ses responsabilités de la crise.

Au fond, le parti socialiste voudrait éviter cette situation. De là, cette tendance nouvelle des milieux d'extrême-gauche: ils parlent plus de ce qui unit les partis gouvernementaux que de ce qui les divise, contrairement aux extrémistes qui, pendant ces jours derniers, ressuscitent le mouvement révolutionnaire de 1932.

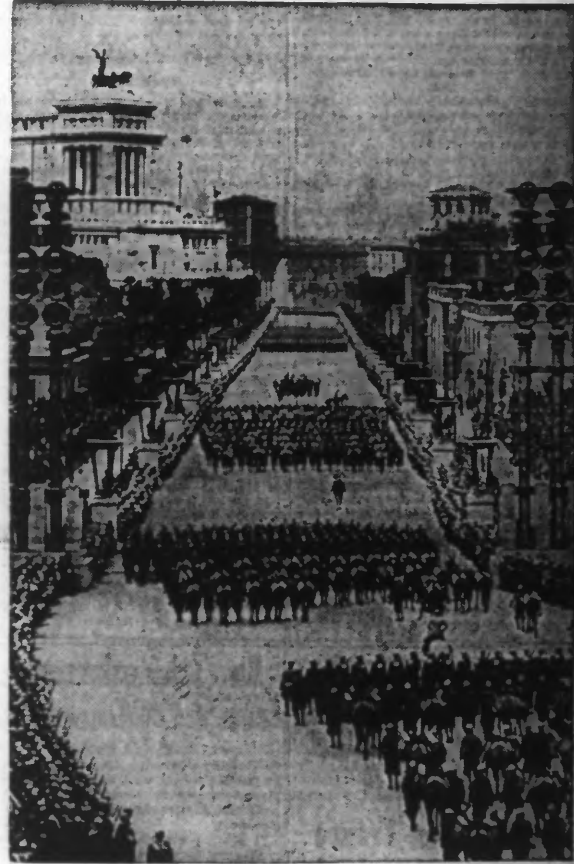
C'est l'Etat qui a gagné le lot de trois millions de la dernière tranche de la Loterie nationale

Alès, 7 mai. — Au dernier tirage de la Loterie nationale, la chance, on le sait, a favorisé les habitants d'Alès. Un groupe d'entre eux s'était partagé un million.
 Mais, par contre, c'est à Alès que n'a pas été acheté le numéro 0.257.287, gagnant du gros lot de 3 millions.
 Il était en vente chez un receveur burlesque, qui l'a rendu à la recette des finances quelques heures avant le tirage.
 C'est donc l'Etat qui a gagné le gros lot.

MM. Mussolini et Hitler ont eu hier d'importants entretiens

Ils se seraient garanti réciproquement des zones d'influence dans le Sud-Est de l'Europe

Au cours d'un dîner au palais de Venise, les deux dictateurs ont affirmé la solidarité qui unit l'Italie et l'Allemagne



LE DÉFILÉ DE L'ARMÉE ITALIENNE DEVANT LES DEUX DICTATEURS. Lire nos informations page 2.

LES SAUVETEURS QUI SERONT FÊTÉS AUJOURD'HUI A LA SORBONNE...



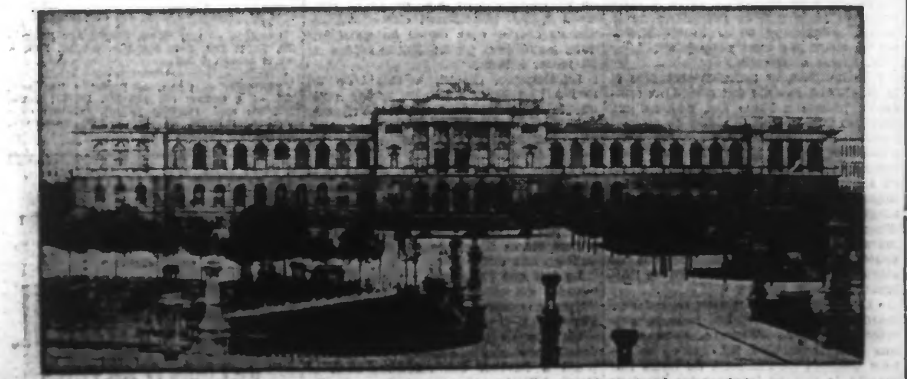
...so promettent place de la Concorde, à Paris. Ils sont venus recevoir des mains du président de la République la récompense de leur courage.

LA QUESTION DES SUDÈTES La démarche franco-anglaise a été faite hier à Prague

Le gouvernement tchécoslovaque a fait montre d'une entière compréhension

(Lire nos informations page 2.)

Le quatrième centenaire de l'Université de Strasbourg



L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, qui va célébrer le quatre-centième anniversaire de sa fondation. (Ph. Trampus.)

Libres propos

EXPÉRIENCE ABANDONNÉE

Au début de la guerre civile, le gouvernement marxiste de l'Espagne républicaine avait décidé la nationalisation de toutes les industries de services publics. Cette mesure était un article du programme imposé par les éléments révolutionnaires. Elle devait marquer, dans l'esprit de ceux-ci, le point de départ d'une réforme économique et sociale comparable à la soviétisation de la Russie.
 Des comités de contrôle et de prises de possession s'emparèrent des compagnies de transport, d'eau, de gaz et d'électricité. Les premières constatations furent peu encourageantes. Au lieu de se trouver devant une situation florissante, les nouveaux exploitants constatèrent avec dépit que, dans la plupart des cas, les affaires dont ils prenaient la suite n'avaient — pour les meilleurs — que de faibles disponibilités. Plusieurs même ne se maintenaient en activité que grâce à une gestion sévère et aux ressources techniques d'une longue expérience. Dans l'ensemble, les capitaux investis ne recevaient qu'une faible rémunération ou même n'en recevaient pas du tout.

Les comités ouvriers se heurtèrent donc à de sérieuses difficultés financières qui furent encore aggravées par un extraordinaire désordre dans l'exploitation. En particulier, l'encaissement des factures ne se faisait que très irrégulièrement.
 Dans ces conditions, loin de servir les intérêts du peuple, comme ses auteurs l'avaient proclamé dans une littérature enthousiaste, les collectivisations industrielles furent une mauvaise opération à la fois pour le gouvernement et les populations. Elles firent monter le coût de la vie et s'avèrent déficientes. Les services publics, désorganisés, marchèrent de plus en plus mal.

Des journaux socialistes de Madrid et le président du Conseil de la République espagnole le constataient il y a quelques mois déjà.
 Or, dernièrement, une dépêche de Barcelone annonçait la nouvelle suivante :
 « Un décret du ministre de la guerre ordonne la dissolution du groupe des entreprises électriques unifiées de Catalogne et rend à chacune de ces entreprises sa liberté d'exploitation. Sont ainsi supprimés les conseils d'entreprises, les comités de contrôle et d'usines, qui avaient remplacé, dans la direction des entreprises, les conseils d'administration. Ceux-ci recouvrent leurs anciens pouvoirs. »

L'expérience collectiviste a échoué. Elle est abandonnée. Le gouvernement républicain d'Espagne revient à une conception plus juste des réalités économiques et des possibilités sociales.
 Cet exemple, après tant d'autres, ouvrira-t-il les yeux de ceux qui, de ce côté-ci des Pyrénées, fondent l'espoir de temps meilleurs sur l'idéologie marxiste?
 En tout cas, l'échec de la nationalisation des usines en Catalogne montre clairement aux hommes de bonne foi qui veulent regarder et voir qu'on ne remplace pas la compétence, l'expérience et l'autorité par des slogans politiques. Ou, alors, les faits se vengent et le peuple est la première victime d'une situation voulue par ses meneurs irresponsables.

Louis DARTOIS.

LE TIRAGE DE LA LOTERIE DES RÉGIONS LIBÉRÉES A EU LIEU HIER A TOURCOING



LE FONCTIONNEMENT DES ROUES. (Ph. J. de Bx.)



(Lire le compte rendu page 2.) LA SALLE DU FRESNOY PENDANT LE TIRAGE. (Ph. J. de Bx.)